

La Suisse est enterrée dans le cimetière du capitalisme

Par Michel Cornu

www.contrepointphilosophique.ch

Rubrique Humorales

20 juin 2010

Un rappel succinct de faits connus.

L'UBS veut jouer dans la cour des grandes banques. Elle devient un des plus importants établissements financiers des USA. Elle y mène des activités dont, sans doute, tout professionnel, Directeur général de la banque en son siège suisse notamment, peut connaître les arcanes. Il faut la crise financière provoquée par ces mêmes méga banques pour que la justice américaine intervienne. La Confédération helvétique, volée comme tant d'autres Etats par les spéculateurs de ces mêmes banques gérant le "bien mal acquis qui profite", va injecter des milliards, disponibles grâce aux impôts que les citoyens honnêtes, déjà volés par un système fiscal inique, ont versés à l'Etat. Sauver UBS revient, nous affirme-t-on haut et fort, à sauver la Suisse elle-même de la faillite. Pour ce faire, le pouvoir exécutif de la Confédération passera encore avec la justice américaine un accord selon lequel UBS livrera les noms de plus de 4000 clients qui ont trompé le fisc américain (à vrai dire, ce n'est pas le sort de ces 4000 voleurs qui me tient à cœur, la question est ailleurs !). Il faudrait être bien oublieux de l'histoire récente pour croire que cet état de choses est le résultat d'un accident imprévisible.

Un tel développement des « affaires » ne me laisse pas sans perplexité et surtout sans colère :

Il était de tradition de faire confiance aux banquiers genevois, non pas tant parce qu'ils auraient été tellement plus intelligents que les autres, mais parce que, calvinisme oblige, ils étaient plus honnêtes. Que reste-t-il aujourd'hui ?

La morale est morte depuis longtemps. Seuls les imbibés de l' "éthique" (comités, commissions, chartes, chaires universitaires, et j'en passe) font semblant de l'ignorer ou l'ignorent. Il n'y a plus de morale, puisqu'il n'y a plus de transmission, mais seulement des normes, imposées en catimini par les sciences et les techniques incestueusement accouplées à la toute puissance économique.

Naïvement, je croyais que le droit était le garant du caractère démocratique d'un Etat.

Qu'un Etat, dit démocratique justement, passe par dessus la morale tout en prétendant le contraire : rien d'étonnant à cela. Mais que le pouvoir exécutif passe par dessus des contrats signés en bonne et due forme et par dessus des engagements pris par un établissement privé, pour sauver ce même établissement, alors même que, simultanément, les agités du néo-capitalisme nous affirment que l'ennemi, c'est l'Etat ; que les membres des Chambres fédérales soient, comme jamais encore, bombardés de mails, lettres, etc., propagande éhontée des lobbies économiques, pour qu'ils ratifient l'accord voulu par les Conseillères et les Conseillers fédéraux ; que l'on passe donc allègrement par dessus le respect du droit, pire encore, que, dans cette affaire, le droit n'existe même pas puisque seule la question d'intérêts économiques est retenue ; qu'un des arguments avancés pour ne pas commencer un procès

contre le sieur Ospel, Directeur de l'Unité Basique de Spoliation, est qu'il (le procès donc) coûterait trop cher, me laisse sans voix.

La Suisse a perdu le peu d'âme qui lui restait. L'âme n'est-elle pas ce qui anime, donne vie ? La Suisse est donc morte et a définitivement rejoint l'immense cimetière sans sépultures nominales du capitalisme. Et que l'on ne me dise pas que, dans bien d'autres Etats, c'est encore pire. Je le crois volontiers, mais je suis citoyen suisse, voilà tout. Et que l'on cesse de me ressasser que le stalinisme, le nazisme, c'était tout simplement l'horreur. Nous le savons. Mais cessons de faire appel au pire, alors même qu'il a existé en vérité, pour justifier l'injustifiable d'un présent sans futur. Que l'on reconnaisse une bonne fois que les totalitarismes du XXe siècle ont certes tué des millions et des millions d'êtres humains, mais que le totalitarisme du XXIe siècle, l'économisme, est en passe de détruire la planète entière, de manière "cool", il est vrai, et même "smiling" (que vivent les Championnats du Monde de Football en Afrique du Sud !). Heureusement qu'après ce totalitarisme-là, il n'y aura peut-être plus d'Histoire à écrire, car l'on verrait, sait-on jamais, qu'il y a pire que les atrocités passées. L'illustre philosophe américain, Fukuyama, n'avait pas tout tort en décrétant, avec l'assurance de ceux qui savent, qu'avec la chute du communisme on assistait à la fin de l'Histoire, la démocratie étant en passe de triompher partout. Mais ne serait-il pas plus pertinent de risquer l'hypothèse qu'après le capitalisme il n'y aura tout simplement plus d'Histoire ?

Je reste avec des questions sans réponses :

Le capitalisme avancé ("avancé dans quelle direction ?") n'est pas réformable. Mais l'être humain est-il réformable ?

Le néo-capitalisme, digne héritier du capitalisme, est-il le triomphe définitif et absolu de ce que Horkheimer et Adorno, dans les années quarante, appelaient la raison instrumentale ? Mais si la raison finale, celle qui peut donner du sens, est annihilée, que reste-t-il de l'humain ?

Et si le capitalisme que l'on annonce depuis longtemps en phase terminale, mais qui survit à tout et renaît sans cesse de la pourriture même de son propre cadavre, était le dernier mot de l'hypocrite moralisme ? "A chacun selon ses mérites individuels", semble-t-il avoir pour seul credo. Que la gratuité de l'amour annoncée dans la Bonne Nouvelle, que le, « A chacun selon ses besoins », de Marx semblent vétustes et dépassés !

« Que faire ? », disait Lénine. Mais s'agit-il vraiment de faire ou de défaire ? Ne s'agit-il pas plutôt de chercher s'il est encore possible, et à quelles conditions, d'être et de créer ?

Comment reprendre à nouveau compte, c'est-à-dire en prenant en charge l'aujourd'hui social et politique, le « Was heisst denken » de Heidegger ?

© Michel Cornu

www.contrepointphilosophique.ch

Rubrique Humorales

20 juin 2010